



Le courrier de l'*ifhs* TE-CGT

ATIER & DEMAIN

SPECIAL **INITIATIVE 2010**

"L'ENGAGEMENT des TRAVAILLEURS de L'ETAT, de la RESISTANCE à la RECONSTRUCTION (1936-1956) "

"Il est des heures où s'opèrent des choix. Mais ce sont les hommes qui choisissent. Nous voudrions contribuer à rétablir le temps long qui fait le sens dans l'urgence des décisions" écrit notamment Patrick MORTAL, dans l'Appel à réflexion inclus dans ce bulletin.

Jean-Louis NAUDET
Président

N° 17 du 4 février 2010

Institut Fédéral d'Histoire Sociale-TE-CGT
263, rue de Paris-Case 541
93515 MONTREUIL CEDEX

Directeur de la publication :

Ronald LE
N°CPPAP :

De la RESISTANCE à la RECONSTRUCTION :

Un seul et même combat

C'est une initiative importante que travaille depuis déjà quelques temps l'Institut d'Histoire Sociale de notre fédération.

Une première phase préliminaire et de premiers contacts pris avec des universitaires nous permettent aujourd'hui de présenter à nos syndicats ce que nous visons comme objectif.

C'est la raison d'être de l'Appel à réflexion qui a été adressé aux universitaires et chercheurs d'une part, et d'autre part, de l'esquisse d'un déroulement de la journée sur laquelle nous nous proposons de tenir cette initiative, dont le thème est indiqué sur la Une de ce numéro spécial du "Courrier de l'Institut".

Pour atteindre l'objectif visé, l'engagement de nos syndicats est indispensable.

Tant dans leur apport par des contributions particulières en liaison avec leur propre histoire sociale de ce moment là que dans leur participation à cette journée, que nous prévoyons de fixer dans la semaine du 15 au 19 novembre 2010.

Cette initiative doit être saisie comme un moment opportun pour chaque syndicat, et notamment pour les plus concernés par l'engagement de personnalités militantes marquantes de cette époque, d'engager un travail sur leur propre histoire à partir de leurs propres archives et elles sont riches !

La période que nous voulons "visiter" avec cette initiative s'est révélée féconde en actions fortes, industriellement, économiquement et socialement.

Des avancées sociales et démocratiques ont été gagnées par l'engagement militant, du local au national, soutenu et relayé au plan parlementaire et ministériel.

Ce sont ces avancées, celles de la période de 1945 notamment, qui font encore hurler le patronat d'aujourd'hui et que l'hôte de l'Elysée s'emploie à détruire un par un.

Un engagement militant secoué par la seconde guerre mondiale et les vagues de révocations concernant particulièrement les militantes et militants de la CGT.

C'est en se nourrissant de recherches et de travaux, achevés ou en cours, de biographies, de la confrontation des archives, que nous entendons bâtir cette initiative qui constituera l'axe majeur du travail de l'Institut en 2010.

C'est ce travail de réflexion que nous vous proposons d'engager au niveau de votre syndicat en vous appuyant sur vos archives et les militants de cette période qui sont toujours parmi nous.

N'hésitez pas à contacter l'Institut pour vous aider dans ce travail de recherche, contributif à la réussite de notre initiative commune.

Contribuez également à l'essor de notre Institut en y adhérant, individuellement et collectivement, afin d'agir pour la diffusion de la connaissance de notre propre histoire sociale.

Ce sera la meilleure façon de réagir à la volonté de Sarkozy de supprimer l'enseignement de l'histoire géographique en classe terminale S pour mieux l'instrumentaliser et nous intoxiquer.

Nous comptons sur vous.

Yannick MALENFANT
Secrétaire Général de la Fédération

Jean-Louis NAUDET
Président de l'IFHS-TE



Appel à réflexion en vue d'un ouvrage collectif

De la Résistance à la Reconstruction, l'engagement militant des travailleurs de l'Etat au tournant du demi-siècle (1936-1956).

1936-1956 : le consensus politique qui fonde la République vacille mais la tourmente porte le nouveau compromis régulateur qui s'impose en 1945, un temps différé dans sa capacité de rassembler par les guerres coloniales. **Des nationalisations du Front populaire aux ultimes déclinaisons du statut général de la Fonction publique, l'exception française naît, savant assemblage de l'intérêt général et des acquis des luttes des travailleurs** qui y gagnent une dignité nouvelle... cette exception aujourd'hui mise en cause.

Les ouvriers des arsenaux et des fonctions régaliennes (Monnaies, IGN...) sont au plus fort des orages qui ébranlent les piliers de l'Etat. Les arsenaux sont à leur apogée avec les nationalisations de 1937 et les créations de l'après-guerre ; mais ils deviennent « *Usines mécaniques de l'Etat* » sous Vichy, sont placés sous tutelle allemande sous l'Occupation, cibles de tous les malheurs : bombardements, crimes de guerre... La Libération trouve pourtant dans leurs personnels une énergie mûrie dans la Résistance parfois sourde (la production ralentie...), mais plus souvent qu'ailleurs intégrée aux réseaux militaires ; relançant l'activité dès les premiers jours de liberté, les personnels créent alors des conseils de gestion que le ministre de l'Armement Charles Tillon généralise en créant les Comités mixtes à la production, qui fonctionneront parfois très tard dans l'époque. Les arsenaux se lancent dans la reconstruction et les productions civiles jusqu'au début de la décennie 1950.

Emerge alors une « **génération singulière** », pour reprendre le mot de Gérard Noiriel¹. La rupture peut être symbolisée par le retrait, en 1936, du sénateur socialiste Lucien Voilin, arsenaliste de Puteaux à qui la pensée de gauche doit tant à travers ses débats avec le ministre de l'Armement de la première guerre, Albert Thomas, et par l'élection à la Chambre du Front populaire du communiste Pierre Dadot, qui reste l'un des dirigeants –minoritaire à l'époque- de la fédération CGT, et côtoie sur les bancs Gaston Cornavin, de Bourges, Jean Bartolini, de Toulon, eux aussi communistes, ou encore le socialiste de Landernau, technicien à l'arsenal de Brest, Jean-Louis Rolland, tous trois parlementaires encore après guerre.

Les communistes sont de loin les plus nombreux, mais c'est bien à un engagement foisonnant que l'on assiste, enraciné dans l'expérience syndicale et ouvrière, quand, la guerre ayant d'abord trié les hommes, le mouvement syndical se scinde durablement, et les partis politiques s'installent pour un demi-siècle. Aussi les militants des établissements militaires, **bâtisseurs dans la durée**, sont-ils parfois marqués par ce qu'on pourrait appeler **l'esprit de grande dissidence** : Charles Tillon, ancien métallo à l'arsenal de Rennes, Marcel Rigout, révoqué de Limoges, Marcel Gonin, de Saint-Étienne, un des inventeurs de la CFDT.

De l'Assemblée d'Alger aux Constituantes et aux débuts de la IVème République, les députés sont aussi animateurs de la vie syndicale et sociale locale : à Brest Gabriel Paul, à Bourges Marcel Cherrier succédant à Gaston Cornavin et Angèle Chevrin, à Roanne Albert Masson, tous communistes, mais aussi Emmanuel Fouyet, député MRP du Finistère, formé à l'école de l'arsenal de Brest. **Les plus connus ne sont que la partie visible de la foule des candidats, des élus locaux, des dirigeants de partis et de syndicats** : Charles Perret, secrétaire fédéral CGT, Michel Olagnier, conseiller municipal de Saint-Étienne et plus tard conseiller général, Louis Sangely, dirigeant fédéral et figure ouvrière de Toulouse, Barthélemy Ramier, de Saint-Étienne, ou Clovis Chirin, de Tulle, l'un et l'autre héros de la Résistance comme tous ceux dont les noms s'inscrivent sur les monuments érigés par les salariés de chaque établissement.

L'engagement de ces années est en effet fortement marqué par la guerre, par **la prise de risque** d'une façon générale (trois vagues de révocations : après le 30 novembre 1938, après le pacte

¹ **Gérard NOIRIEL**, *Les ouvriers dans la société française, XIXème-XXème siècles*, Points Histoire, Seuil, Paris, 1986.

germano-soviétique, de 1947 à 1954) et par une espérance de paix qui surprend les néophytes de la part de ces ouvriers de la guerre. Epoque particulière où le bureau du syndicat de Bourges presque intégralement révoqué un jour de 1954 est remplacé dès le lendemain.

Quelle est la charge de sens, au delà des mythes et des histoires spécifiques, de ces engagements ? Dans quelle mesure le concept de génération est-il pertinent, quand nombreux sont les anciens combattants de la première guerre, alors que les plus jeunes débute après la seconde ? Peut-on déterminer un parcours, des démarches communes ? Les grands choix, les votes, les arguments permettent-ils de déceler sinon une matrice unique, du moins une influence forte des idéaux partagés par une profession, un milieu, une communauté politisée depuis très longtemps et fortement homogène ? Si la part des ouvriers est largement dominante, ne faudrait-il pas aussi retrouver celle des ingénieurs d'armement, des techniciens, voire de certains directeurs ? Quel est l'apport spécifique et commun de tous dans l'élaboration des décisions de la Libération, comment s'inscrit-il dans celui des hommes et des femmes issus des professions stratégiques, cheminots, postiers, enseignants même ? En quoi auront-ils ensemble été l'un des composants du ciment national ? Bref, que voulaient-ils et elles ?

Autant de questions que l'IFHS-TE-CGT et l'IHS proposent d'approfondir, en mettant en commun des recherches en cours ou achevées, notamment des biographies², mais aussi des approches nouvelles de l'histoire ouvrière, syndicale et politique, ainsi qu'en confrontant archives parlementaires, séries sociales des AD, archives syndicales³, grands dossiers de presse, en insérant enfin l'action des dirigeants dans le contexte de la participation des salariés des établissements militaires aux événements de l'époque... Il s'agit aussi de préserver une part du patrimoine mémoriel présent dans les syndicats, appelés à recueillir les témoignages et les documents seuls capables de donner son épaisseur à l'histoire de ces engagements.

Nous ne pouvons nous dérober devant cette responsabilité, quand l'histoire sociale ébauche son renouvellement et passionne à nouveau comme l'a montré la foison de livres sur Mai 1968, et quand la cité mondialisée s'interroge sur l'urgence et la nécessité de l'engagement et de la décision politiques, du slogan de l'élection américaine⁴ aux débats sur la constitution européenne, des constats effrayés devant les dégâts d'une économie mondiale sans régulation aux résistances à la réforme générale des politiques publiques en France. Il est des heures où s'opèrent des choix. Mais ce sont les hommes qui choisissent. Nous voudrions contribuer à rétablir le temps long qui fait sens dans l'urgence des décisions.

Notre projet serait donc de publier un ensemble de contributions sur ces sujets, afin de réunir des approches multiples de leurs différentes dimensions. L'objectif serait un ouvrage dont le texte serait pour l'essentiel composé pour le printemps 2010, et ferait l'objet d'une table ronde publique entre les rédacteurs, avec participation des militants, chercheurs, témoins, décideurs et citoyens intéressés.

Vous remerciant de votre attention et espérant avoir utilement capté votre intérêt...

16 avril 2009

² Les contributeurs du DBMOF sont évidemment particulièrement sollicités.

³ A ce propos, les archives de la FNTE seront très bientôt ouvertes aux chercheurs dans des conditions professionnelles de haut niveau, au CAAP de Châtelleraut.

⁴ Traductions proposées : « Mais si on peut ! », ou « bien sûr que c'est possible ».